



Comité technique local 30 septembre 2014

Déclaration liminaire des élu(e)s CGT

Avant de débiter les travaux du CTL, nous souhaitons avoir une pensée pour nos collègues de Morlaix, nous citerons donc un extrait de la motion que nous avons adoptée lors de l'assemblée annuelle de la section :

« La section CGT finances publiques d'Ille-et-Vilaine réunie en assemblée générale annuelle le 23 septembre 2014, s'associe au message de soutien envoyé par le bureau national CGT finances publiques aux agents du centre des finances publiques de Morlaix, incendié le 19 septembre par des agriculteurs.

Les syndiqués et sympathisants de la section s'insurgent contre cet acte de destruction délibérée et le condamnent fermement.

Pour eux, ce n'est pas en s'attaquant aux bâtiments publics, qui sont le bien commun des populations, que des solutions pourront être trouvées pour résoudre les difficultés des exploitants agricoles »

C'est pourquoi nous apportons notre soutien à l'action unitaire menée aujourd'hui par l'ensemble des organisations syndicales de la DDFIP 29, appelant les agents et les citoyens à un rassemblement devant le centre des finances publiques de Morlaix, pour dénoncer cette destruction délibérée et exiger que plus jamais ce type d'événement ne se produise.

Nous avons également appris que la trésorerie de Questembert avait subi une tentative d'incendie volontaire revendiqué par l'ARB dans la nuit de mardi à mercredi dernier. De même, les CFP de Balma et Auterive en Haute-Garonne ont été victimes de dépôts de fumier par des agriculteurs en colère. La section CGT de la DRFIP 35 dénonce également ces actes et exprime son soutien aux agents concernés.

En Bretagne, le mouvement des « *bonnets rouges* » soutenu par le patronat entretient ce climat poujadiste dangereux. La réponse aux revendications des agriculteurs ne passe pas par plus de régionalisation, leurs difficultés sont le résultat des politiques gouvernementales menées dans le cadre de la politique agricole commune de l'Union Européenne. Son dogme de la *concurrence libre et non faussée* détruit des milliers d'emplois agricoles, mais aussi industriels et publics. La preuve en est faite chaque jour, au nom de la *compétitivité*, les droits et garanties des salariés sont remis en cause les uns après les autres, à commencer par le droit à voir son salaire augmenter.

Au delà de la destruction du Centre des Finances Publiques, ce sont également les locaux de la MSA qui ont été saccagés à Morlaix, or la MSA assure la protection sociale des agriculteurs.

Attaquer ainsi les symboles de l'impôt républicain et de la Sécurité sociale, cela sent le poujadisme à plein nez. Si on ajoute à cela les provocations incessantes du Medef quant à la suppression du CDI, la remise en cause des jours fériés, des 35 heures et du SMIC, le travail le dimanche, couplés au Pacte de responsabilité gouvernemental, qui entraîne une explosion des exonérations de cotisations sociales, les caisses de la Sécurité sociale sont en train d'être vidées, entraînant inexorablement sa fiscalisation.

En quittant la conférence sociale en juillet dernier, la CGT a marqué son rejet du pacte de responsabilité et du plan gouvernemental de 50 milliards de coupes budgétaires. C'est l'objet de la journée interprofessionnelle du 16 octobre qu'elle a initié pour le retrait du Pacte de responsabilité, pour la défense de notre Sécu, contre sa fiscalisation.

Mais ce n'est pas tout, voilà que le gouvernement s'en prend à l'impôt sur le revenu, en annonçant la suppression d'une nouvelle tranche, ce qui semble un nouveau pas vers la fusion IR/CSG et la retenue à la source. Ci-dessous un extrait de la déclaration de la fédération des finances CGT :

En 2012, François Hollande déclarait que la fiscalité était injuste. Et il avait bien raison de fustiger le

poids exorbitant de la TVA dans l'ensemble des impôts.

Mais maintenant, son gouvernement fait tout le contraire : baisse de l'impôt sur le revenu et hausse de la TVA. Tout cela couplé à une remise en cause profonde des services publics. Ce gouvernement ose tout, c'est à cela qu'on le reconnaît !

Plus qu'une baisse de quelques dizaines d'euros d'impôt sur le revenu, ce qu'attendent aujourd'hui les citoyens, c'est avant tout un emploi bien rémunéré, des services publics efficaces et un gouvernement qui œuvre dans l'intérêt du plus grand nombre.

Ces politiques ne font pourtant qu'aggraver les inégalités dans notre pays ! Pour la CGT Finances, le bilan est sans appel :

-40 milliards de cadeaux fiscaux accordés au patronat sans aucune contrepartie. Ces 40 milliards permettront de garantir ou d'augmenter les marges des entreprises et de mieux rémunérer les actionnaires ; Une politique de l'offre qui a eu pour principale conséquence un chômage de masse et une stagnation généralisée des rémunérations ; L'augmentation de la TVA au 1er janvier 2014 ; 50 milliards de réduction des dépenses publiques au détriment des citoyens ; Des baisses de dotations aux collectivités et un transfert de la fiscalité locale des entreprises vers les particuliers.

Le gouvernement a annoncé hier des mesures visant à faire baisser les prestations familiales et de santé. Baisse des primes de naissance, réduction de la durée des congés parentaux et des hospitalisations, etc. C'est un milliard que le gouvernement veut économiser sur le dos des familles et 10 sur celui des malades. Pourtant, le problème du financement de la protection sociale n'est pas lié aux dépenses mais bien à un déficit de recettes, du fait du chômage et des cadeaux faits au patronat et aux actionnaires, appelés hypocritement « exonérations de charges ». La CGT rejette les solutions gouvernementales, qui mettent en péril notre modèle social sans apporter de solutions durables.

Avec la *démarche stratégique*, la DGFIP est directement dans la ligne de mire du gouvernement. Ainsi, les diagnostics du réseau établis par les directions laissent présager une vague de restructurations sans précédent pour la période 2016-2018. Certaines pistes ont été évoquées le 25 septembre lors de la convention des cadres à Chateaugiron, notamment le projet de fermeture de toutes les trésoreries C4.

Le diagnostic établi par le précédent DRFiP n'échappe pas à cette logique et les documents de l'ordre du jour de ce CTL nous le confirment, avec notamment la disparition annoncée du service de publicité foncière de Fougères, laissant présager le maintien à court terme d'uniquement deux SPF dans le département, à Rennes et St Malo, et jusqu'à quand ?

A l'occasion de ce premier CTL avec la nouvelle équipe de direction, la CGT rappelle son exigence d'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, des fermetures de postes et des fusions-restructurations dans le département.

Le fait de vider progressivement les CFP du département de leurs services présage leur fermeture à terme, ce qui ne pourrait se traduire que par un recul du service public et une détérioration des conditions de travail des agents suite aux fusions de services.

La CGT y est donc opposée, tant pour le service public que pour les conditions de travail des agents.

Dans le même ordre d'idées, nous constatons à la lecture du document relatif à la mise en œuvre des propositions de l'IGF que des réorganisations se mettent en place insidieusement, allant dans le sens de la démarche stratégique. Il en va de même pour la dématérialisation des timbres fiscaux, qui vont contribuer à vider des services dans toutes les directions départementales et régionales d'une partie de leurs tâches pour les centraliser nationalement à Rennes. Ainsi, ce sont les prochains plans de suppressions d'emplois qui se mettent en place.

Dans nos rencontres avec les agents, notamment à l'occasion de nos visites dans les différents sites du département, nous constatons l'augmentation des difficultés quotidiennes. Nous évoquerons dans ce CTL des exemples qui montrent que cette politique de suppressions d'emplois a largement dégradé les conditions de travail des agents et la qualité du service public. Pour la CGT, cela ne peut plus durer. La direction, tant locale que nationale, doit apporter des solutions durables aux agents pour qu'ils puissent exercer partout leurs missions dans de bonnes conditions.

La nouvelle équipe doit mesurer la responsabilité qui est la sienne, face à une situation porteuse de risques graves pour les agents et le service public. A défaut, vous risquez de porter la responsabilité de nouveaux conflits sociaux, que la CGT soutiendra et encouragera.

Rennes le 30 septembre 2014.